

L'origine des sommets

Pour expliquer l'origine des réunions, il faut remonter à la situation qui existait en 1975. Deux ans après la guerre du Yom Kippour et le quadruplement des prix pétroliers qu'a décrété l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) dans son sillage, il était d'une évidence criante que les pays industrialisés n'avaient su réagir de façon efficace ou concertée. Ils faisaient face à des problèmes économiques sérieux et pressants (récession et chômage conjugués à l'inflation), dont bon nombre dataient d'ailleurs d'avant le choc pétrolier, et qui découlaient en partie de la persistance du déficit au compte courant des États-Unis. Le Comité intérimaire du Fonds monétaire international (F.M.I.) n'ayant pu, en juin 1975, convenir de la façon d'aborder les grandes questions monétaires (taux de change, quotes-parts, or), le Président français, élu à peine un an auparavant à son septennat et lui même ancien ministre des Finances, proposa un sommet monétaire. En effet, à son avis, les taux de change flottants étaient le grand élément déstabilisateur du système monétaire et étaient ainsi responsables des grands problèmes économiques.

L'ordre du jour de la première réunion

Après une certaine hésitation, les autres dirigeants acceptèrent l'idée. Ils allèrent à Rambouillet en novembre 1975, mais seulement après que l'on se fut entendu pour inclure à l'ordre du jour, en plus des questions monétaires, les grandes politiques économiques et les problèmes Nord-Sud. Le Sommet devait être davantage axé sur les grandes politiques que sur les aspects techniques. L'accent était mis sur la coordination : les dirigeants entendaient en effet souligner qu'ils tenaient la situation bien en main, qu'ils travaillaient ensemble et qu'ils relanceraient leur économie. On pensait que par une concertation de leurs politiques et par un renforcement mutuel et un partage du fardeau, ces grands pays pourraient assurer et consolider la reprise sans accroître l'inflation.

Bien qu'elle trouve son origine dans une situation particulière, cette réunion au sommet constitua une tribune très remarquée où furent reconnus les changements profonds et complexes qui transformaient la conjoncture des années 70. Dans les années 60 ou 50 — et notamment les années 40 qui avaient vu la création de la plupart des grandes institutions économiques internationales —, les États-Unis jouissaient d'une suprématie pratiquement incontestée dans le monde non-communiste et distançaient de loin l'U.R.S.S. dans la plupart des domaines critiques. Mais dès le début des années 70, il n'existait plus de colosse enjambant seul le monde non-communiste. Le président Nixon avait de diverses façons reconnu les limites de la puissance économique, politique et militaire des États-Unis et modifié en conséquence les engagements de son pays. Les États-Unis ne pouvaient plus supporter seuls tout le fardeau ; ils étaient donc contraints de reconnaître d'autres centres de pouvoir. Ainsi entre autres, les Européens et les Japonais devaient assumer des responsabilités dans le fonctionnement du système économique, et se voir accorder une influence correspondante dans la prise des décisions (un exemple de partage du pouvoir sur lequel je reviendrai en rapport avec le Sud).

La situation économique à la veille du premier Sommet

Je citerai quelques indicateurs économiques pour illustrer mes propos. Au moment du premier Sommet, le produit national brut (P.N.B.) des États-Unis s'élevait à environ 1 500 milliards de dollars, celui de la C.E. à quelque 1 150 milliards et celui du Japon à environ 485 milliards (430 milliards pour la République fédérale allemande, R.F.A.). Les États-Unis comptaient 215 millions d'habitants, la C.E. 260 millions et